



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

*Liberté
Égalité
Fraternité*



FINANCES PUBLIQUES

Service de la fonction financière et comptable de l'Etat

Situation Mensuelle de l'Etat



Décembre 2023 Définitive



Synthèse.....	2
Faits marquants.....	2
Chiffres clés.....	4
Solde d'exécution budgétaire.....	5
Dépenses.....	6
Dépenses nettes du budget général par titre et catégorie.....	6
Dépenses du budget général par mission et programme.....	7
Recettes.....	10
Recettes fiscales brutes du budget général (niveau détaillé).....	10
Recettes non fiscales du budget général.....	12
Prélèvements sur recettes de l'Etat et fonds de concours et attributions de produits.....	14
Opérations des comptes spéciaux.....	15
Données patrimoniales.....	16
Correspondants du Trésor et personnes habilitées.....	16
Dettes financières de l'Etat.....	17
Notes méthodologiques.....	18



Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI) : -172,972 Md€

Le solde d'exécution budgétaire à fin décembre 2023 s'élève à -172,972 Md€ contre -151,296 Md€ à fin décembre 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-21,676 Md€) s'explique, pour le budget général, par une augmentation des

dépenses nettes de 1,277 Md€ et une baisse des recettes nettes de 8,832 Md€, ainsi que par une variation négative du solde des comptes spéciaux de 11,827 Md€ et une variation positive du solde des budgets annexes de 0,260 Md€.

Dépenses du budget général (nettes) : 454,565 Md€

Les principales dépenses de l'année (en CP)

► **Mission Enseignement scolaire** : 82,028 Md€, principalement au titre du programme « Enseignement scolaire public du second degré » (36,343 Md€) et du programme « Enseignement scolaire public du premier degré » (25,456 Md€) ;

► **Mission Engagements financiers de l'Etat** : 62,377 Md€, essentiellement au titre du programme « Charge de la dette et trésorerie de l'Etat » (53,874 Md€) ;

► **Mission Défense** : 54,813 Md€, essentiellement au titre du programme « Soutien de la politique de la défense » (23,702 Md€), du programme « Equipement des forces » (16,244 Md€) et du programme « Préparation et emploi des forces » (12,968 Md€) ;

► **Mission Ecologie, développement et mobilité durables** : 40,285 Md€, principalement au titre du programme « Service public de l'énergie » (20,170 Md€) ;

Les dépenses nettes à fin décembre 2023 s'élèvent à 454,565 Md€ contre 453,288 Md€ à fin décembre 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,277 Md€) résulte essentiellement de la hausse des dépenses de personnel pour +6,024 Md€ (hausse prévue en lois de finances), des charges de la dette de l'Etat pour +3,242 Md€ (écart essentiellement lié à la mission "Engagements financiers de l'Etat" pour +3,161 Md€, hausse prévue en lois de finances) et des dépenses d'investissement pour +1,673 Md€ (écart essentiellement lié à la

► **Mission Recherche et enseignement supérieur** : 31,071 Md€, notamment au titre du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » (15,019 Md€) ;

► **Mission Solidarité, insertion et égalité des chances** : 29,991 Md€, essentiellement au titre du programme « Inclusion sociale et protection des personnes » (14,416 Md€) et du programme « Handicap et dépendance » (14,222 Md€) ;

► **Mission Sécurités** : 23,243 Md€, essentiellement au titre du programme « Police nationale » (12,376 Md€) et du programme « Gendarmerie nationale » (10,137 Md€) ;

► **Mission Travail et emploi** : 20,940 Md€, principalement au titre du programme « Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi » (13,432 Md€) ;

► **Mission Cohésion des territoires** : 18,511 Md€, principalement au titre du programme « Aide à l'accès au logement » (13,291 Md€).

mission "Défense", pour +1,556 Md€, hausse prévue en lois de finances), ainsi que de la baisse des dépenses de fonctionnement pour -6,571 Md€ (écart principalement lié à la mission "Economie", en raison d'abondements du compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" en 2022 non reconduits en 2023), et des dépenses d'intervention pour -3,124 Md€ (écart principalement lié à la mission "Plan de relance" pour -6,556 Md€, baisse prévue en lois de finances).

Recettes du budget général (nettes) : 286,406 Md€

Les principales recettes de l'année

► **TVA nette** : 95,188 Md€ ;

► **IR net** : 88,589 Md€ ;

► **IS net** : 56,825 Md€ ;

► **Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes** : 38,285 Md€, dont 20,916 Md€ de droits de mutation à titre gratuit ;

► **Autres impôts directs et taxes assimilées** : 31,466 Md€, dont 14,176 Md€ de prélèvements de solidarité et 5,767 Md€ de CVAE ;

► **TICPE nette** : 16,804 Md€ ;

► **Recettes non fiscales - divers** : 14,042 Md€, dont 10,868 Md€ de fonds versé par la Commission européenne (10,303 Md€ versés dans le cadre du programme Facilité pour la reprise et la résilience) ;

► **Fonds de concours et attributions de produits** : 6,492 Md€, notamment au titre des contributions de l'AFITF pour financer des mesures dans le domaine des transports ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne** : -23,873 Md€ ;

► **Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales** : -44,254 Md€, dont -26,930 Md€ au titre de la dotation globale de fonctionnement (DGF).



Recettes fiscales (nettes) : 322,903 Md€

Les recettes fiscales nettes à fin décembre 2023 s'élèvent à 322,903 Md€ contre 330,852 Md€ à fin décembre 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-7,950 Md€) s'explique principalement, par une diminution des recettes d'IS net pour -5,305 Md€ (écart lié à une baisse des recettes brutes de 4,064 Md€ et à une hausse des R&D de 1,241 Md€) et des recettes fiscales

nettes hors grands impôts (IR, IS, TICPE et TVA) pour -5,892 Md€, principalement de moindres recettes de TICFE en raison de la mise en œuvre du bouclier tarifaire, ainsi que par une augmentation des recettes de TVA nettes pour +3,919 Md€ (écart lié à une hausse des recettes brutes de 10,810 Md€ et à une hausse des R&D de 6,891 Md€).

Recettes non fiscales : 25,139 Md€

Les recettes non fiscales à fin décembre 2023 s'élèvent à 25,139 Md€ contre 23,949 Md€ à fin décembre 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (+1,190 Md€) s'explique essentiellement par des versements de l'UE, dont un

montant de 10,303 Md€ en 2023 au titre du programme Facilité pour la reprise et la résilience, contre 7,400 Md€ en 2022, ainsi que par l'absence de dividende versé par la Banque de France en 2023 (1,686 Md€ en 2022).

Prélèvements sur les recettes de l'Etat : -68,127 Md€

Les prélèvements sur les recettes de l'Etat à fin décembre 2023 s'élèvent à -68,127 Md€ contre -67,071 Md€ à fin décembre 2022 à périmètre constant.

Cette évolution de -1,057 Md€ s'explique essentiellement par des augmentations de PSR au profit des collectivités territoriales (hausse prévue en lois de finances).

Fonds de concours et attributions de produits : 6,492 Md€

Les fonds de concours et attributions de produits à fin décembre 2023 s'élèvent à 6,492 Md€ contre 7,508 Md€ à fin décembre 2022 à périmètre constant. Cette évolution (-1,016 Md€) s'explique

essentiellement par une contribution des partenaires sociaux au plan d'investissement dans les compétences, moins élevée en 2023 qu'en 2022.

Solde des comptes spéciaux (hors FMI) : -5,101 Md€

Le solde des comptes spéciaux à fin décembre 2023 s'élève à -5,101 Md€ contre +6,726 Md€ à fin décembre 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (-11,827 Md€) s'explique principalement par une diminution du solde des comptes d'affectation spéciale de -7,805 Md€ (dont le compte « Participations financières de l'Etat »

pour -7,419 Md€, dégradation du solde prévue en lois de finances) et du solde des comptes de concours financiers de -4,280 Md€ (dont le compte « Avances aux collectivités territoriales » pour -5,818 Md€, dégradation du solde prévue en lois de finances).

Solde des budgets annexes : +0,288 Md€

Le solde des budgets annexes à fin décembre 2023 s'élève à +0,288 Md€ contre +0,027 Md€ à fin décembre 2022 à périmètre constant.

Cette évolution (+0,260 Md€) s'explique par une hausse de 0,270 Md€ du solde du budget annexe

« Contrôle et exploitation aériens » (BACEA) et une baisse de 0,009 Md€ du solde du budget annexe « Publications officielles et information administrative » (BAPOIA).

Correspondants du Trésor et personnes habilitées : 164,566 Md€

Les dépôts des correspondants du Trésor et personnes habilitées au 31 décembre 2023 s'élèvent à 164,566 Md€ contre 176,069 Md€ au 31 décembre 2022, soit une évolution de -11,503 Md€,

principalement les comptes de dépôts de fonds au Trésor (dont -7,972 Md€ au titre de l'encours des dépôts des établissements publics nationaux).

Dettes financières de l'Etat : 2 461,351 Md€

La dette financière au 31 décembre 2023 s'élève à 2 461,351 Md€ contre 2 312,292 Md€ au 31 décembre 2022.

Cette évolution (+149,059 Md€) s'explique par les flux

nets des titres négociables (hausse des OAT de +131,407 Md€ et des BTF de +20,754 Md€), ainsi que par les dettes financières et autres emprunts (baisse à hauteur de -3,101 Md€).



	Prévisions après LFG	Cumul à fin décembre			Ecart cumul
	2023	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
DONNEES BUDGETAIRES					
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors FMI)	-172 404	-172 972	-151 296	-151 441	-21 676
Solde d'exécution budgétaire de l'exercice (hors BA et FMI)	-172 615	-173 260	-151 324	-151 469	-21 936
Dépenses du budget général (nettes)	459 668	454 565	453 288	445 672	1 277
Recettes du budget général (nettes)	292 920	286 406	295 238	287 477	-8 832
Principales recettes fiscales (nettes)					
- IR	90 016	88 589	88 988	88 988	-399
- IS *	61 274	56 825	62 130	62 130	-5 305
- TICPE	16 434	16 804	17 076	17 992	-273
- TVA	96 619	95 188	91 269	100 823	3 919
Solde des comptes spéciaux (hors FMI)	-5 866	-5 101	6 726	6 726	-11 827
Solde des budgets annexes	211	288	27	27	260

DONNEES PATRIMONIALES

Correspondants du Trésor et personnes habilitées	164 566
Dette financière de l'Etat	2 461 351

* hors contribution sociale sur les bénéfices des sociétés et contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés



	Prévisions après LFG	Cumul à fin décembre			Ecart cumul
	2023	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
Dépenses nettes du budget général					
Dotations des pouvoirs publics		1 077	1 048	1 048	29
Dépenses de personnel		144 807	138 783	138 818	6 024
Dépenses de fonctionnement		74 179	80 750	80 402	-6 571
Charges de la dette de l'Etat		54 780	51 538	51 538	3 242
Dépenses d'investissement		18 696	17 024	17 024	1 673
Dépenses d'intervention		158 315	161 439	154 136	-3 124
Dépenses d'opérations financières		2 712	2 706	2 706	6
Total des dépenses (nettes) (I)	459 668	454 565	453 288	445 672	1 277
Recettes nettes du budget général					
Recettes fiscales	330 610	322 903	330 852	323 284	-7 950
Recettes non fiscales	26 532	25 139	23 949	23 949	1 190
Prélèvements sur recettes	-69 460	-68 127	-67 071	-67 263	-1 057
Fonds de concours et attributions de produits ⁽¹⁾	5 238	6 492	7 508	7 508	-1 016
Total des recettes (nettes) (II)	292 920	286 406	295 238	287 477	-8 832
Total des recettes (nettes et hors prélèvements sur recettes)	362 380	354 534	362 309	354 740	-7 775
SOLDE DU BUDGET GENERAL (III = II - I)	-166 749	-168 159	-158 050	-158 195	-10 109
Comptes spéciaux					
Solde des comptes d'affectation spéciale	-4 582	-3 346	4 459	4 459	-7 805
Solde des comptes de concours financiers	-1 931	-2 137	2 143	2 143	-4 280
Solde des comptes de commerce	549	319	110	110	209
Solde des comptes d'opérations monétaires	98	579	-493	-493	1 072
SOLDE DES COMPTES SPECIAUX (hors FMI) (IV)	-5 866	-5 101	6 726	6 726	-11 827
Budgets annexes					
Contrôle et exploitation aériens	194	246	-24	-24	270
Publications officielles et information administrative	17	42	51	51	-9
SOLDE DES BUDGETS ANNEXES (V)	211	288	27	27	260
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors BA et FMI) (VI = III + IV)	-172 615	-173 260	-151 324	-151 469	-21 936
SOLDE D'EXECUTION BUDGETAIRE DE L'EXERCICE (hors FMI) (VII = III + IV + V)	-172 404	-172 972	-151 296	-151 441	-21 676

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2023



	Prévisions après LFG	Cumul à fin décembre			Ecart cumul
	2023	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.					
TITRE 2 - DEPENSES DE PERSONNEL		144 807	138 783	138 818	6 024
Rémunérations d'activité		84 003	80 397	80 418	3 606
Cotisations et contributions sociales		59 214	57 297	57 311	1 917
Prestations sociales et allocations diverses		1 590	1 089	1 089	502
AUTRES TITRES		309 758	314 505	306 854	-4 747
Titre 1 - Dotations des pouvoirs publics		1 077	1 048	1 048	29
Titre 3 - Dépenses de fonctionnement		74 179	80 750	80 402	-6 571
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel		40 256	45 996	45 674	-5 740
Subventions pour charges de service public		33 923	34 754	34 728	-831
Titre 4 - Charges de la dette de l'Etat		54 780	51 538	51 538	3 242
Intérêts de la dette financière négociable		0	0	0	0
Intérêts de la dette financière non négociable		0	0	0	0
Charges financières diverses		54 780	51 538	51 538	3 242
Titre 5 - Dépenses d'investissement		18 696	17 024	17 024	1 673
Dépenses pour immob. corporelles de l'Etat		13 899	13 204	13 204	695
Dépenses pour immob. incorporelles de l'Etat		4 520	3 819	3 819	700
Subventions pour charges d'investissement ⁽¹⁾		277	0	0	277
Titre 6 - Dépenses d'intervention		158 315	161 439	154 136	-3 124
Transferts aux ménages		57 731	58 219	58 089	-488
Transferts aux entreprises		50 412	51 663	51 924	-1 251
Transferts aux collectivités territoriales		17 994	19 902	12 730	-1 908
Transferts aux autres collectivités		30 629	30 231	29 969	398
Appels en garantie		1 549	1 424	1 424	126
Titre 7 - Dépenses d'opérations financières		2 712	2 706	2 706	6
Prêts et avances		148	364	364	-215
Dotations en fonds propres		1 277	1 545	1 545	-268
Dépenses de participations financières		1 287	797	797	490
TOTAL DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL (nettes)	459 668	454 565	453 288	445 672	1 277

⁽¹⁾ Création en LFI 2023



	Prévisions après LFG		Cumul à fin décembre 2023		Cumul à fin décembre 2022 retraité	Cumul à fin décembre 2022 consommé	Ecart cumul
	AE	CP	AE consommées	CP consommées	CP retraités	CP consommés	2023 / 2022 retraité
unité : million d'€.							
ACTION EXTERIEURE DE L'ETAT	3 154	3 142	3 157	3 114	3 005	3 040	109
Action de la France en Europe et dans le monde	2 035	2 023	2 025	1 982	1 912	1 912	70
Diplomatie culturelle et d'influence	730	730	742	741	714	749	27
Français à l'étranger et affaires consulaires	390	389	390	391	378	378	12
ADMINISTRATION GENERALE ET TERRITORIALE DE L'ETAT	4 938	4 643	4 677	4 613	4 611	4 602	2
Administration territoriale de l'Etat	2 837	2 626	2 668	2 608	2 513	2 498	95
Vie politique	107	110	147	159	489	489	-330
Conduite et pilotage des politiques de l'intérieur	1 993	1 907	1 863	1 846	1 610	1 616	236
AGRICULTURE, ALIMENTATION, FORÊT ET AFFAIRES RURALES	4 820	4 708	4 698	4 709	4 880	4 671	-171
Compétitivité et durabilité de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt ⁽¹⁾	2 751	2 675	2 866	2 908	3 105	3 283	-197
Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	955	939	805	770	795	792	-24
Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	681	660	593	597	592	596	5
Allègements du coût du travail en agriculture (TODE-AG) ⁽²⁾	433	433	433	433	389	0	44
Soutien aux associations de protection animale et aux refuges ⁽²⁾	1	1	0	0	0	0	0
AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT	7 552	5 726	6 843	5 577	5 078	5 080	500
Aide économique et financière au développement	3 615	2 415	2 971	2 253	1 799	1 802	453
Renforcement des fonds propres de l'Agence française de développement	150	150	150	150	190	190	-40
Solidarité à l'égard des pays en développement	3 787	3 162	3 722	3 175	3 088	3 088	86
Restitution des "biens mal acquis"	0	0	0	0	0	0	0
ANCIENS COMBATTANTS, MEMOIRE ET LIENS AVEC LA NATION	1 959	1 965	1 939	1 948	2 071	2 071	-123
Reconnaissance et réparation en faveur du monde combattant, mémoire et liens avec la Nation	1 877	1 884	1 857	1 866	1 986	1 986	-120
Indemnisation des victimes des persécutions antisémites et des actes de barbarie pendant la seconde guerre mondiale	82	82	82	82	85	85	-3
COHESION DES TERRITOIRES	18 991	18 464	18 834	18 511	17 896	17 884	614
Hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables	3 045	3 069	3 069	3 076	2 885	2 885	192
Aide à l'accès au logement	13 301	13 301	13 291	13 291	13 079	13 079	212
Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	1 547	1 110	1 396	1 089	891	892	198
Impulsion et coordination de la politique d'aménagement du territoire	362	299	397	340	341	338	-1
Politique de la ville	584	584	565	566	557	552	9
Interventions territoriales de l'Etat	153	101	116	149	143	138	5
CONSEIL ET CONTRÔLE DE L'ETAT	889	813	806	793	755	755	38
Conseil d'Etat et autres juridictions administratives	592	516	516	501	476	476	25
Conseil économique, social et environnemental	46	46	46	46	46	46	0
Cour des comptes et autres juridictions financières	251	250	244	246	232	232	14
Haut Conseil des finances publiques ⁽³⁾	0	0	0	0	1	1	-1
CREDITS NON REPARTIS	1 204	1 054	0	0	0	0	0
Provision relative aux rémunérations publiques	180	180	0	0	0	0	0
Dépenses accidentelles et imprévisibles	1 024	874	0	0	0	0	0
CULTURE	3 757	3 720	3 856	3 866	3 610	3 611	255
Patrimoines	1 108	1 088	1 214	1 212	1 098	1 097	114
Création	1 001	988	1 003	1 010	981	960	30
Transmission des savoirs et démocratisation de la culture	831	828	828	833	769	770	64
Soutien aux politiques du ministère de la culture	817	815	811	810	763	784	47
DEFENSE	65 452	56 263	61 161	54 813	51 743	51 728	3 070
Environnement et prospective de la politique de défense	1 937	1 853	1 900	1 899	1 840	1 840	59
Préparation et emploi des forces	14 504	13 975	15 392	12 968	12 525	12 516	443
Soutien de la politique de la défense	24 187	24 122	23 622	23 702	22 798	22 791	905
Equiperment des forces	24 824	16 312	20 247	16 244	14 580	14 580	1 664
DIRECTION DE L'ACTION DU GOUVERNEMENT	930	939	863	895	889	890	5
Coordination du travail gouvernemental	805	814	740	772	683	684	89
Protection des droits et libertés	125	125	123	123	116	115	7
Présidence française du Conseil de l'Union européenne en 2022 ⁽³⁾	0	0	0	0	91	91	-91
ECOLOGIE, DEVELOPPEMENT ET MOBILITE DURABLES	40 456	39 042	41 317	40 285	36 219	36 023	4 066
Infrastructures et services de transports	6 313	7 032	8 113	8 624	8 907	8 755	-283
Affaires maritimes, pêche et aquaculture ⁽¹⁾	301	274	368	357	288	240	68
Paysages, eau et biodiversité	325	322	326	339	306	311	34
Expertise, information géographique et météorologie	498	498	498	497	480	480	17
Prévention des risques	1 124	1 092	1 107	1 109	1 040	1 041	69
Energie, climat et après-mines	5 013	4 471	4 864	4 987	9 222	9 218	-4 235
Service public de l'énergie	21 000	21 000	20 170	20 170	12 139	12 139	8 031
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	2 979	2 999	2 966	2 994	3 013	3 016	-19
Charge de la dette de SNCF Réseau reprise par l'Etat	904	904	905	905	824	824	81
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires ⁽²⁾	2 000	450	1 999	302	0	0	302



	Prévisions après LFG		Cumul à fin décembre 2023		Cumul à fin décembre 2022 retraité		Cumul à fin décembre 2022 consommé	Ecart cumul
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	2023 / 2022 retraité	
unité : million d'€.								
ECONOMIE	7 231	7 485	4 632	5 056	15 603	15 264	-10 547	
Développement des entreprises et régulations	5 983	5 887	3 394	3 469	2 569	2 533	901	
Plan "France Très haut débit"	74	429	73	427	418	418	9	
Statistiques et études économiques	461	458	457	455	446	446	9	
Stratégies économiques	712	711	709	705	713	410	-9	
Financement des opérations patrimoniales en 2023 sur le compte d'affectation spéciale "Participations financières de l'Etat" ⁽¹⁾	0	0	0	0	11 457	11 457	-11 457	
ENGAGEMENTS FINANCIERS DE L'ETAT	56 848	63 602	55 612	62 377	54 342	54 342	8 035	
Charge de la dette et trésorerie de l'Etat	54 654	54 654	53 874	53 874	50 713	50 713	3 161	
Appels en garantie de l'Etat	2 092	2 092	1 665	1 665	1 513	1 513	152	
Epargne	59	59	73	73	56	56	17	
Dotations du Mécanisme européen de stabilité	32	32	0	0	0	0	0	
Augmentation de capital de la Banque européenne d'investissement	0	0	0	0	0	0	0	
Fonds de soutien relatif aux prêts et contrats financiers structurés à risque	12	178	0	178	175	175	3	
Amortissement de la dette de l'Etat liée à la Covid-19	0	6 586	0	6 586	1 885	1 885	4 701	
ENSEIGNEMENT SCOLAIRE	82 539	82 417	81 993	82 028	78 473	78 497	3 555	
Enseignement scolaire public du premier degré	25 666	25 666	25 470	25 456	24 393	24 392	1 062	
Enseignement scolaire public du second degré	36 453	36 453	36 345	36 343	34 918	34 927	1 425	
Vie de l'élève	7 515	7 538	7 446	7 468	6 875	6 875	594	
Enseignement privé du premier et du second degrés	8 457	8 457	8 426	8 425	8 049	8 049	376	
Soutien de la politique de l'éducation nationale	2 873	2 729	2 754	2 784	2 725	2 725	60	
Enseignement technique agricole	1 574	1 575	1 553	1 552	1 512	1 529	39	
GESTION DES FINANCES PUBLIQUES	10 905	10 493	10 680	10 449	10 108	10 106	342	
Gestion fiscale et financière de l'Etat et du secteur public local	8 214	7 948	8 062	7 870	7 656	7 648	214	
Conduite et pilotage des politiques économiques et financières	1 069	952	972	956	872	876	84	
Facilitation et sécurisation des échanges	1 622	1 593	1 646	1 622	1 579	1 582	43	
IMMIGRATION, ASILE ET INTEGRATION	3 197	2 499	2 790	2 268	2 215	2 215	53	
Immigration et asile	2 539	1 873	2 213	1 732	1 737	1 737	-5	
Intégration et accès à la nationalité française	658	626	576	536	478	478	58	
INVESTIR POUR LA FRANCE DE 2030	263	6 088	6 790	5 994	6 903	6 903	-908	
Soutien des progrès de l'enseignement et de la recherche	-9	235	-9	235	245	245	-10	
Valorisation de la recherche	9	42	9	42	846	846	-804	
Accélération de la modernisation des entreprises	0	93	0	93	469	469	-376	
Financement des investissements stratégiques	0	3 485	4 912	3 482	3 988	3 988	-506	
Financement structurel des écosystèmes d'innovation	263	2 233	1 878	2 143	1 356	1 356	787	
JUSTICE	12 349	11 508	11 825	11 312	10 653	10 655	659	
Justice judiciaire	4 521	4 153	4 245	4 125	3 846	3 846	279	
Administration pénitentiaire	5 373	4 906	5 130	4 748	4 518	4 518	230	
Protection judiciaire de la jeunesse	1 096	1 069	1 092	1 072	976	976	96	
Accès au droit et à la justice	706	706	704	704	692	692	12	
Conduite et pilotage de la politique de la justice	649	670	651	659	618	620	41	
Conseil supérieur de la magistrature	4	5	4	5	4	4	0	
MEDIAS, LIVRE ET INDUSTRIES CULTURELLES	701	707	732	726	627	626	99	
Presse et médias	373	377	399	390	290	290	100	
Livre et industries culturelles	327	330	333	335	336	335	-1	
OUTRE-MER	3 279	3 113	3 140	2 980	2 458	2 726	521	
Emploi outre-mer	2 209	2 227	2 177	2 150	1 782	2 046	369	
Conditions de vie outre-mer	1 069	886	964	829	677	680	153	
PLAN DE RELANCE	0	4 397	18	4 126	11 594	11 594	-7 467	
Écologie	0	3 556	-1	2 816	5 012	5 012	-2 196	
Compétitivité	0	380	99	678	1 944	1 944	-1 266	
Cohésion	0	461	-79	632	4 637	4 637	-4 005	
PLAN D'URGENCE FACE A LA CRISE SANITAIRE ⁽³⁾	0	0	0	0	3 274	3 274	-3 274	
Prise en charge du chômage partiel et financement des aides d'urgence aux employeurs et aux actifs précaires à la suite de la crise sanitaire	0	0	0	0	101	101	-101	
Fonds de solidarité pour les entreprises à la suite de la crise sanitaire	0	0	0	0	1 740	1 740	-1 740	
Renforcement exceptionnel des participations financières de l'Etat dans le cadre de la crise sanitaire	0	0	0	0	128	128	-128	
Compensation à la sécurité sociale des allègements de prélèvements pour les entreprises les plus touchées par la crise sanitaire	0	0	0	0	1 250	1 250	-1 250	
Matériels sanitaires pour faire face à la crise de la Covid-19	0	0	0	0	55	55	-55	
POUVOIRS PUBLICS	1 077	1 077	1 077	1 077	1 048	1 048	29	
Présidence de la République	110	110	110	110	105	105	5	
Assemblée nationale	571	571	571	571	552	552	19	
Sénat	346	346	346	346	339	339	8	
La Chaîne parlementaire	34	34	34	34	34	34	0	
Indemnités des représentants français au Parlement européen	0	0	0	0	0	0	0	
Conseil constitutionnel	13	13	13	13	16	16	-3	
Haute Cour	0	0	0	0	0	0	0	
Cour de justice de la République	1	1	1	1	1	1	0	



	Prévisions après LFG		Cumul à fin décembre 2023		Cumul à fin décembre 2022 retraité	Cumul à fin décembre 2022 consommé	Ecart cumul 2023 / 2022 retraité
	AE	CP	AE consommées	CP consommés	CP retraités	CP consommés	
unité : million d'€.							
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	30 804	30 451	30 573	31 071	29 457	29 429	1 614
Formations supérieures et recherche universitaire	15 125	14 867	14 972	15 019	14 329	14 326	690
Vie étudiante	3 087	3 080	3 088	3 082	2 956	2 955	126
Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	7 848	7 625	7 882	7 669	7 379	7 384	290
Recherche spatiale	1 835	1 835	1 835	1 835	1 632	1 632	203
Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de la mobilité durables	1 658	1 783	1 658	2 079	2 044	2 044	35
Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	682	693	578	830	719	719	111
Recherche duale (civile et militaire)	150	150	150	150	0	0	150
Enseignement supérieur et recherche agricoles	419	418	409	407	398	369	10
REGIMES SOCIAUX ET DE RETRAITE	5 950	5 950	5 932	5 932	5 925	6 077	7
Régimes sociaux et de retraite des transports terrestres	4 090	4 090	4 072	4 072	4 030	4 182	42
Régimes de retraite et de sécurité sociale des marins	804	804	802	802	803	803	-1
Régimes de retraite des mines, de la SEITA et divers	1 056	1 056	1 058	1 058	1 092	1 092	-34
RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITES TERRITORIALES	4 515	4 580	4 483	4 432	4 254	4 261	178
Concours financiers aux collectivités territoriales et à leurs groupements	4 091	4 139	4 251	4 146	3 988	3 991	158
Concours spécifiques et administration	424	442	232	286	266	269	20
REMBOURSEMENTS ET DEGREVEMENTS	144 146	144 146	142 448	142 445	132 957	132 765	9 488
Remboursements et dégrèvements d'impôts d'Etat	139 544	139 544	137 324	137 322	125 783	125 783	11 539
Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux	4 602	4 602	5 124	5 123	7 174	6 982	-2 051
SANTE	3 478	3 481	3 608	3 610	2 778	2 778	832
Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	203	206	334	336	393	393	-57
Protection maladie	1 155	1 155	1 154	1 154	1 022	1 022	131
Carte vitale biométrique ⁽³⁾	0	0	0	0	4	4	-4
Compensation à la Sécurité sociale du coût des dons de vaccins à des pays tiers et reversement des recettes de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) européenne au titre du volet «Sécur investissement» du plan national de relance et de résilience (PNRR)	2 120	2 120	2 120	2 120	1 358	1 358	762
SECURITES	24 598	23 345	24 171	23 243	22 141	22 143	1 102
Police nationale	12 629	12 434	12 543	12 376	11 781	11 782	595
Gendarmerie nationale	10 431	10 132	10 407	10 137	9 658	9 659	479
Sécurité et éducation routières	65	64	65	56	49	49	7
Sécurité civile	1 472	715	1 156	675	653	653	22
SOLIDARITE, INSERTION ET EGALITE DES CHANCES	29 949	30 042	29 918	29 991	30 351	30 210	-360
Inclusion sociale et protection des personnes	14 428	14 428	14 404	14 416	15 210	15 070	-794
Handicap et dépendance	14 218	14 219	14 220	14 222	13 396	13 396	825
Egalité entre les femmes et les hommes	62	65	66	69	53	53	16
Conduite et soutien des politiques sanitaires et sociales	1 240	1 329	1 227	1 284	1 262	1 261	23
Prise en charge par l'Etat du financement de l'indemnité inflation ⁽³⁾	0	0	0	0	430	430	-430
SPORT, JEUNESSE ET VIE ASSOCIATIVE	1 504	1 808	1 593	1 723	1 660	1 660	62
Sport	574	668	666	578	691	691	-113
Jeunesse et vie associative	801	797	795	799	674	674	125
Jeux olympiques et paralympiques 2024	129	343	132	346	296	296	50
TRANSFORMATION ET FONCTION PUBLIQUES	831	1 152	775	985	723	723	263
Performance et résilience des bâtiments de l'Etat et de ses opérateurs ⁽¹⁾	195	553	261	429	279	279	150
Transformation publique	287	251	170	218	142	142	75
Innovation et transformation numériques	11	11	10	9	7	7	2
Fonction publique	293	292	292	287	257	256	30
Conduite et pilotage de la transformation et de la fonction publiques	44	44	43	43	37	37	6
TRAVAIL ET EMPLOI	21 577	20 391	19 847	20 940	20 772	20 786	168
Accès et retour à l'emploi	6 887	6 687	5 830	6 723	7 232	7 239	-508
Accompagnement des mutations économiques et développement de l'emploi	13 940	12 925	13 264	13 432	12 802	12 802	631
Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	61	96	58	89	77	77	12
Conception, gestion et évaluation des politiques de l'emploi et du travail	689	683	695	695	662	668	33
TOTAL DES DEPENSES BRUTES DU BUDGET GENERAL	599 841	599 213	590 785	591 887	579 071	578 437	12 816
TOTAL DES DEPENSES NETTES DU BUDGET GENERAL	460 297	459 668	453 461	454 565	453 288	445 672	1 277

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2023

⁽²⁾ Création en LFI 2023

⁽³⁾ Suppression en LFI 2023



	Prévisions après LFG	Cumul à fin décembre		Ecart cumul	
	2023	2023	2022 retraité	2023 / 2022 retraité	
unité : million d'€.					
Impôt sur le Revenu (A)	113 442	112 076	109 781	109 781	2 295
Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles (B)	2 350	2 451	2 212	2 289	238
Impôt sur les sociétés (C)	88 696	84 432	88 903	88 903	-4 471
Impôt sur les sociétés	86 778	82 712	86 776	86 776	-4 064
Contribution sociale sur les bénéfices des sociétés	1 578	1 406	1 778	1 778	-372
Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	341	314	349	349	-35
Autres impôts directs et taxes assimilées (D)	31 464	31 466	35 502	26 113	-4 036
Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu	1 239	1 305	981	981	324
Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes	4 900	4 969	4 033	4 033	936
Prélèvements sur les bénéficiaires tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963, art. 28-IV)	0	0	0	0	0
Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n° 65-566 du 12 juillet 1965 art 3)	170	171	0	0	171
Prélèvement exceptionnel de 25 % sur les distributions de bénéfices	0	1	0	0	1
Impôt sur la fortune immobilière	2 390	2 354	2 353	2 353	1
Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage	15	16	15	15	1
Prélèvements sur les entreprises d'assurance	230	230	101	101	129
Taxe sur les salaires	0	0	0	0	0
Cotisation minimale de taxe professionnelle	1	1	1	1	0
Cotisations perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	33	26	31	31	-6
Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue	41	43	38	38	5
Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité	119	112	111	111	1
Contribution des institutions financières	0	0	0	0	0
Taxe sur les surfaces commerciales	218	214	204	204	10
Cotisation nationale de péréquation de taxe professionnelle	1	1	1	1	0
Prélèvements de solidarité	14 240	14 176	13 219	13 219	957
Taxe sur les services numériques	700	680	621	621	60
Taxe d'habitation sur les résidences principales	375	462	2 933	2 933	-2 471
Cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (affectation temporaire à l'Etat)	5 789	5 767	9 538	149	-3 771
Cotisation foncière des entreprises (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	1	2	2	2	0
Recettes diverses	1 002	937	1 319	1 319	-382
Taxe Intérieure de Consommation sur les Produits Energétiques (E)	18 335	18 714	19 233	20 148	-519
Taxe sur la Valeur Ajoutée (F)	176 659	172 800	161 991	171 545	10 810
Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes (G)	39 208	38 285	39 013	37 270	-728
Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	650	524	697	697	-173
Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	222	242	208	208	35
Mutations à titre onéreux de meubles corporels	0	1	0	0	0
Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	114	92	107	107	-15



	Prévisions après LFG	Cumul à fin décembre		Ecart cumul	
	2023	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
	unité : million d'€.				
Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	3 790	4 294	3 357	3 357	937
Mutations à titre gratuit par décès	15 750	16 622	15 253	15 253	1 369
Contribution de sécurité immobilière	984	783	922	922	-139
Autres conventions et actes civils	508	452	476	476	-25
Actes judiciaires et extrajudiciaires	0	0	0	0	0
Taxe de publicité foncière	632	615	592	592	24
Prélèvement sur les sommes versées par les organismes d'assurances et assimilés à raison des contrats d'assurances en cas de décès	397	407	371	371	36
Taxe additionnelle au droit de bail	0	0	0	0	0
Recettes diverses et pénalités	181	242	170	170	72
Timbre unique	480	490	450	450	40
Taxe sur les véhicules de société	0	0	0	0	0
Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	0	0	0	0	0
Permis de chasser	0	0	0	0	0
Produit de la taxe additionnelle à la taxe sur les certifications d'immatriculation des véhicules	584	742	548	548	194
Droits d'importation	0	0	0	0	0
Contribution sur la rente inframarginale de la production d'électricité ⁽¹⁾	2 780	626	0	0	626
Autres taxes intérieures	2 030	2 416	6 544	4 800	-4 128
Autres droits et recettes accessoires	4	4	4	4	0
Amendes et confiscations	46	42	43	43	-2
Taxe générale sur les activités polluantes	1 710	1 625	1 056	1 056	569
Cotisation à la production sur les sucres	0	0	0	0	0
Droit de licence sur la rémunération des débitants de tabacs	0	0	0	0	0
Taxe et droits de consommation sur les tabacs	67	71	67	67	3
Garantie des matières d'or et d'argent	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	170	170	159	159	11
Autres droits et recettes à différents titres	131	118	124	124	-6
Taxe sur les achats de viande	0	0	0	0	0
Taxe spéciale sur la publicité télévisée	0	0	0	0	0
Redevances sanitaires d'abattage et de découpage	53	48	50	50	-2
Taxe sur certaines dépenses de publicité	17	18	17	17	1
Taxe de l'aviation civile	0	0	0	0	0
Taxe sur les installations nucléaires de base	560	560	560	560	0
Taxes sur les stations et liaisons radioélectriques privées	27	24	25	25	-1
Produits des jeux exploités par la Française des Jeux (hors paris sportifs)	2 887	2 743	2 830	2 830	-87
Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos	990	927	861	861	66
Prélèvement sur le produit brut des paris hippiques	419	410	417	417	-7
Prélèvement sur les paris sportifs	818	846	802	802	44
Prélèvement sur les jeux de cercle en ligne	124	121	106	106	15
Redevance sur les paris hippiques en ligne	0	0	0	0	0
Taxe sur les transactions financières	1 100	1 077	1 361	1 361	-284
Impositions forfaitaires sur les entreprises de réseaux (affectation temporaire à l'Etat en 2010)	0	3	1	1	2
Autres taxes	984	933	836	836	97
TOTAL GENERAL (A+B+C+D+E+F+G)	470 155	460 225	456 635	456 049	3 589
TOTAL GENERAL (net)	330 610	322 903	330 852	323 284	-7 950

⁽¹⁾ Création en LFI 2023



	Prévisions après LFG	Cumul à fin décembre		Ecart cumul	
	2023	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023 / 2022 retraité
	unité : million d'€.				
Dividendes et recettes assimilées (A)	3 962	3 870	5 342	5 342	-1 471
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	1 600	1 600	2 802	2 802	-1 203
Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	2 240	2 256	1 422	1 422	834
Autres dividendes et recettes assimilées	123	15	1 118	1 118	-1 103
Produits du domaine de l'Etat (B)	1 420	1 163	1 348	1 348	-185
Revenus du domaine public non militaire	361	472	225	225	247
Autres revenus du domaine public	8	10	8	8	2
Revenus du domaine privé	285	360	260	260	100
Redevances d'usage des fréquences radioélectriques	764	319	852	852	-533
Paiement par les administrations de leurs loyers budgétaires ⁽¹⁾	0	0	0	0	0
Produit de la cession d'éléments du patrimoine immobilier de l'Etat	0	0	0	0	0
Autres produits de cessions d'actifs	2	0	0	0	0
Autres revenus du Domaine	0	1	3	3	-1
Produits de la vente de biens et services (C)	3 397	3 138	3 311	3 311	-173
Remboursement par l'Union européenne des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	731	654	760	760	-105
Autres frais d'assiette et de recouvrement	1 051	1 025	1 103	1 103	-78
Rémunération des prestations assurées par les services du Trésor Public au titre de la collecte de l'épargne	52	35	49	49	-14
Produits de la vente de divers biens	0	0	0	0	0
Produits de la vente de divers services	5	3	5	5	-1
Autres recettes diverses	1 558	1 420	1 394	1 394	25
Remboursements et intérêts des prêts, avances et autres immobilisations financières (D)	1 339	741	579	579	161
Intérêts des prêts à des banques et à des Etats étrangers	387	391	95	95	296
Intérêts des prêts du fonds de développement économique et social	13	15	9	9	6
Intérêts des avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics	89	78	33	33	45
Intérêts des autres prêts et avances	131	76	301	301	-225
Avances remboursables sous conditions consenties à l'aviation civile	107	87	91	91	-3
Autres avances remboursables sous conditions	0	0	0	0	0
Reversement au titre des créances garanties par l'Etat	13	6	13	13	-6
Autres remboursements d'avances, de prêts et d'autres créances immobilisées	598	87	37	37	50



	Prévisions après LFG	Cumul à fin décembre		Ecart cumul	
	2023	2023	2022 retraité	2023 / 2022 retraité	
unité : million d'€.					
Amendes, sanctions, pénalités et frais de poursuite (E)	2 362	2 186	2 815	2 815	-629
Produits des amendes de la police de la circulation et du stationnement routiers	663	736	657	657	79
Produits des amendes prononcées par les autorités de la concurrence	437	162	482	482	-321
Produits des amendes prononcées par les autres autorités administratives indépendantes	294	228	245	245	-17
Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'agence judiciaire de l'Etat	14	12	8	8	4
Produits des autres amendes et condamnations pécuniaires	930	1 030	1 391	1 391	-361
Frais de poursuite	12	6	12	12	-5
Frais de justice et d'instance	10	8	9	9	-1
Intérêts moratoires	0	0	0	0	0
Pénalités	2	3	10	10	-7
Divers (F)	14 052	14 042	10 554	10 554	3 488
Reversements de Natixis	20	2	0	0	2
Reversements au titre des procédures de soutien financier au commerce extérieur	533	533	348	348	185
Prélèvements sur les fonds d'épargne gérés par la Caisse des dépôts et consignations	600	600	310	310	290
Divers produits de la rémunération de la garantie de l'Etat	552	475	747	747	-272
Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	256	235	191	191	45
Redevances et divers produits pour frais de contrôle et de gestion	12	13	13	13	0
Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	0	0	0	0	0
Prélèvements effectués dans le cadre de la directive épargne	0	0	0	0	0
Commissions et frais de trésorerie perçus par l'Etat dans le cadre de son activité régalienn	0	0	0	0	0
Frais d'inscription	6	6	7	7	0
Recouvrement des indemnités versées par l'Etat au titre des expulsions locatives	8	6	8	8	-2
Remboursement des frais de scolarité et accessoires	5	5	6	6	0
Récupération d'indus	57	194	29	29	165
Recouvrements après admission en non-valeur	113	112	131	131	-20
Divers versements de l'Union européenne	10 867	10 868	7 730	7 730	3 138
Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	33	50	116	116	-66
Intérêts divers (hors immobilisations financières)	30	38	30	30	8
Recettes diverses en provenance de l'étranger	10	3	10	10	-7
Remboursement de certaines exonérations de taxe foncière sur les propriétés non bâties (art.109 de la loi de finances pour 1992)	3	3	3	3	0
Soult sur reprise de dette et recettes assimilées	0	0	0	0	0
Recettes accidentelles	467	389	348	348	41
Produits divers	30	45	2	2	43
Autres produits divers	450	464	526	526	-63
TOTAL RECETTES NON FISCALES (A+B+C+D+E+F)	26 532	25 139	23 949	23 949	1 190

(1) Suppression en LFI 2023



	Prévisions après LFG	Cumul à fin décembre			Ecart cumul 2023 / 2022 retraité
		2023	2022 retraité	2022 exécuté	
unité : million d'€.					
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales	-45 590	-44 254	-42 841	-43 034	-1 413
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	-26 931	-26 930	-26 426	-26 612	-504
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	-5	-4	-5	-5	1
Dotations de compensation des pertes de bases de la taxe professionnelle et de redevance des mines des communes et de leurs groupements	-50	-13	-23	-23	10
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA)	-6 700	-6 707	-6 456	-6 456	-251
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	-628	-703	-714	-714	11
Dotations élu local	-109	-108	-101	-101	-7
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité de Corse	-43	-56	-61	-61	5
Fonds de mobilisation départementale pour l'insertion	-434	-435	-424	-430	-12
Dotations départementales d'équipement des collèges	-326	-326	-328	-328	1
Dotations régionale d'équipement scolaire	-661	-661	-661	-661	0
Dotations globale de construction et d'équipement scolaire	-3	-3	-3	-3	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe professionnelle	-2 875	-2 878	-2 883	-2 883	5
Dotations pour transferts de compensations d'exonérations de fiscalité directe locale	-378	-363	-380	-380	17
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation unique des compensations spécifiques à la taxe professionnelle	0	0	0	0	0
Dotations de compensation de la réforme de la taxe sur les logements vacants pour les communes et les établissements publics de coopération intercommunale percevant la taxe d'habitation sur les logements vacants	-4	-3	9	9	-12
Dotations de compensation liées au processus de départementalisation de Mayotte	-107	-107	-107	-107	0
Fonds de compensation des nuisances aéroportuaires	-7	-7	-7	-7	0
Dotations de garantie des reversements des fonds départementaux de taxe professionnelle	-284	-284	-286	-286	2
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des pertes de recettes liées au relèvement du seuil d'assujettissement des entreprises au versement transport	-48	-48	-48	-48	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Guyane	-27	-27	-54	-54	27
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit des régions au titre de la neutralisation financière de la réforme de l'apprentissage	-123	-123	-123	-123	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la Polynésie française	-91	-91	-91	-91	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des collectivités du bloc communal confrontées à des pertes de recettes fiscales et domaniales du fait de la crise sanitaire	0	31	207	207	-176
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit des régions d'outre-mer confrontées à des pertes de recettes d'octroi de mer et de taxe spéciale de consommation du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de la collectivité de Corse confrontée à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Soutien exceptionnel de l'Etat au profit de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin, Saint-Barthélemy et Wallis-et-Futuna confrontées à certaines pertes de recettes fiscales spécifiques du fait de la crise sanitaire	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation de la réduction de 50% des valeurs locatives de TFPB et de CFE des locaux industriels	-3 825	-4 081	-3 645	-3 645	-437
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation des communes et EPCI contributeurs au Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR) subissant une perte de base de cotisation foncière des entreprises	-1	-1	-1	-1	0
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat de compensation du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux (DMTO)	0	0	0	0	0
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel de compensation aux départements de la revalorisation du revenu de solidarité active	0	0	-120	-120	120
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel pour les communes et leurs groupements face à la croissance des prix de l'énergie et de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique	-1 930	-311	-106	-106	-205
Prélèvement exceptionnel sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et des groupements de communes qui procèdent à l'abandon ou à la renonciation définitive de loyers	0	0	-1	-1	1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation exceptionnelle pour la revalorisation des rémunérations versées aux stagiaires de la formation professionnelle	0	-5	-6	-6	1
Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre du soutien exceptionnel, au titre de l'année 2023, pour les collectivités territoriales face à la croissance des prix de l'énergie	0	-10	0	0	-10
Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit de l'Union européenne	-23 870	-23 873	-24 230	-24 230	357
TOTAL PRELEVEMENTS SUR RECETTES	-69 460	-68 127	-67 071	-67 263	-1 057
Fonds de concours et attributions de produits ⁽¹⁾					
Fonds de concours ordinaires et spéciaux		5 790	7 006	7 006	-1 216
Fonds de concours - coopération internationale		702	502	502	200
TOTAL FONDS DE CONCOURS ET ATTRIBUTIONS DE PRODUITS ⁽¹⁾	5 238	6 492	7 508	7 508	-1 016

⁽¹⁾ Modification de libellé en LFI 2023



Situation Mensuelle
de l'Etat
Décembre 2023

OPERATIONS DES COMPTES SPECIAUX

	Prévisions après LFG			Cumul à fin décembre									Ecart cumul Soldes 2023 / 2022 retraité
	Dépenses	Recettes	Soldes	Dépenses			Recettes			Soldes			
				2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023	2022 retraité	2022 exécuté	2023	2022 retraité	2022 exécuté	
unité : million d'€.													
Comptes d'affectation spéciale	84 122	79 540	-4 582	82 575	77 138	77 138	79 228	81 596	81 596	-3 346	4 459	4 459	-7 805
Contrôle de la circulation et du stationnement routiers	1 805	1 805	0	1 729	1 526	1 526	1 795	1 625	1 625	65	99	99	-33
Développement agricole et rural	126	126	0	142	142	142	155	145	145	13	3	3	10
Financement des aides aux collectivités pour l'électrification rurale	360	377	17	367	348	348	378	378	378	11	30	30	-20
Gestion du patrimoine immobilier de l'Etat	340	450	110	458	348	348	524	298	298	66	-50	-50	116
Participation de la France au désendettement de la Grèce ⁽¹⁾	0	0	0	0	133	133	0	0	0	0	-133	-133	133
Participations financières de l'Etat	17 117	13 228	-3 889	15 574	12 361	12 361	13 215	17 421	17 421	-2 359	5 060	5 060	-7 419
Pensions	64 374	63 554	-820	64 304	62 281	62 281	63 161	61 729	61 729	-1 143	-551	-551	-592
Comptes de concours financiers	140 319	138 388	-1 931	136 759	128 743	128 743	134 622	130 886	130 886	-2 137	2 143	2 143	-4 280
Accords monétaires internationaux	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Avances à l'audiovisuel public	3 797	3 797	0	3 797	3 685	3 685	3 797	3 685	3 685	0	0	0	0
Avances aux collectivités territoriales	125 951	123 568	-2 383	123 796	114 269	114 269	120 192	116 483	116 483	-3 604	2 214	2 214	-5 818
Prêts à des Etats étrangers	898	1 683	784	541	915	915	1 648	1 718	1 718	1 107	803	803	304
Prêts et avances à des particuliers ou à des organismes privés	372	42	-330	497	1 196	1 196	525	512	512	28	-684	-684	712
Prêts et avances à divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics ⁽²⁾	9 300	9 298	-2	8 128	8 678	8 678	8 460	8 488	8 488	332	-190	-190	522
Comptes de commerce			549	65 597	57 866	57 866	65 916	57 976	57 976	319	110	110	209
Approvisionnement de l'Etat et des forces armées en produits pétroliers et énergies alternatives, biens et services complémentaires ⁽²⁾				1 029	1 046	1 046	1 028	941	941	-1	-105	-105	104
Cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire				199	193	193	186	199	199	-13	6	6	-19
Couverture des risques financiers de l'Etat				2 190	1 715	1 715	2 190	1 715	1 715	0	0	0	0
Exploitations industrielles des ateliers aéronautiques de l'Etat				742	682	682	722	683	683	-20	2	2	-22
Gestion de la dette et de la trésorerie de l'Etat				59 576	53 195	53 195	59 575	53 195	53 195	-1	0	0	-1
Lancement de certains matériels de guerre et matériels assimilés				8	9	9	4	5	5	-4	-4	-4	-1
Opérations commerciales des domaines				66	53	53	115	109	109	49	56	56	-7
Régie industrielle des établissements pénitentiaires				38	34	34	37	29	29	-2	-5	-5	3
Renouvellement des concessions hydroélectriques ⁽¹⁾				0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Soutien financier au commerce extérieur				1 749	940	940	2 059	1 099	1 099	311	159	159	152
Comptes d'opérations monétaires			98	449	3 980	3 980	1 028	3 487	3 487	579	-493	-493	1 072
Emission des monnaies métalliques				127	145	145	221	248	248	94	104	104	-9
Opérations avec le Fonds Monétaire International				275	3 719	3 719	790	3 211	3 211	516	-508	-508	1 024
Pertes et bénéfices de change				47	116	116	16	28	28	-31	-88	-88	58
TOTAL COMPTES SPECIAUX			-5 866	285 379	267 727	267 727	280 794	273 945	273 945	-4 585	6 218	6 218	-10 803
TOTAL COMPTES SPECIAUX (hors FMI)			-5 866	285 105	264 008	264 008	280 004	270 734	270 734	-5 101	6 726	6 726	-11 827

⁽¹⁾ Suppression en LFI 2023

⁽²⁾ Modification de libellé en LFI 2023



		unité : million d'€.	Solde au 31/12/2022	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2023
Dépôts de fonds au Trésor	Organismes à caractère financier	Organismes d'assurance et de réassurance	389	66	456
		Caisse des Dépôts et Consignations	12	-1	11
		La Poste	0	0	0
		Divers organismes à caractère financier	4 834	1 080	5 915
	Total organismes à caractère financier		5 235	1 146	6 381
	CEPL	Régions	2 683	-915	1 768
		Départements	12 020	-3 052	8 968
		Communes	31 795	-772	31 023
		Etablissements publics de coopération intercommunale	18 875	519	19 394
		Etablissements sociaux et médico-sociaux	2 393	-151	2 241
		Autres	10 106	-415	9 692
	Total CEPL		77 872	-4 786	73 086
	Etablissements publics de santé		9 230	-869	8 361
	Etablissements publics nationaux	Etablissements publics nationaux à caractère administratif	26 972	-6 001	20 972
		Etablissements publics nationaux à caractère industriel et commercial	22 088	-2 324	19 764
		Etablissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel	5 175	143	5 318
		Etablissements publics à caractère scientifique et technologique	2 305	209	2 514
	Total établissements publics nationaux		56 540	-7 972	48 568
	Gouvernements étrangers et organismes à l'étranger		8 816	-1 252	7 564
	Union européenne		3 975	-324	3 650
Autres correspondants du Trésor et comptes rattachés	BPI Groupe financement fonds de garantie	5 986	78	6 064	
	GIP	1 887	216	2 103	
	EPLÉ	2 809	-35	2 773	
	Autres correspondants	3 338	-17	3 321	
	Neutralisation des découverts des correspondants du Trésor	0	0	0	
	Intérêts courus sur les dépôts des correspondants du Trésor	72	59	131	
Total autres correspondants du Trésor et comptes rattachés		14 091	301	14 392	
Total Dépôts de fonds du Trésor		175 760	-13 757	162 003	
Comptes à terme	Placements des CEPL sur un compte à terme	306	2 114	2 420	
	Placements des correspondants du Trésor (hors CEPL) sur un compte à terme	3	107	110	
	Intérêts courus sur comptes à terme	0	32	33	
	Total Comptes à terme	309	2 254	2 563	
Total Passif (A)		176 069	-11 503	164 566	
Créances résultant des placements des deniers pupillaires		0	0	0	
Découverts des correspondants du Trésor		0	0	0	
Total Actif (B)		0	0	0	
SOLDE NET DE LA DETTE DE L'ETAT A L'EGARD DES CORRESPONDANTS DU TRESOR ET PERSONNES HABILITEES (A-B)		176 069	-11 503	164 566	



unité : million d'€.	Solde au 31/12/2022	Flux nets de l'année	Solde à fin décembre 2023
Titres négociables (A)	2 277 824	152 161	2 429 984
Titres négociables à moyen et long terme	2 129 361	131 407	2 260 767
Obligations Assimilables du Trésor (OAT)	2 129 361	131 407	2 260 767
<i>dont - taux fixe</i>	1 867 131	122 275	1 989 405
<i>- taux variable</i>	213 940	3 214	217 154
Bons du Trésor à intérêts Annuels (BTAN)	0	0	0
<i>dont - taux fixe</i>	0	0	0
<i>- taux variable</i>	0	0	0
Autres titres négociables à moyen et long terme	0	0	0
Titres négociables à court terme	148 463	20 754	169 217
Bons du Trésor à taux Fixe (BTF)	148 463	20 754	169 217
Autres titres négociables à court terme	0	0	0
Dettes exigibles sur titres négociables échus (B)	0	0	0
Dettes financières et autres emprunts (C)	34 468	-3 101	31 366
TOTAL (A+B+C)	2 312 292	149 059	2 461 351



Les chiffres présentés sont les données mensuelles et cumulées depuis le 1^{er} janvier jusqu'à la fin du mois. Les chiffres « 2022 exécuté » correspondent aux données publiées l'année dernière. Les chiffres « 2022 retraité » correspondent aux données « 2022 exécuté » corrigées du montant 2022 du programme 201 « Remboursements et dégrèvements d'impôts locaux » et des mesures nouvelles de changement de périmètre adoptées en LFI.

Autorisations d'engagement (AE)

Elles constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être engagées dans l'année.

Catégorie

La catégorie identifie une typologie de dépenses relevant d'un titre.

Comptes spéciaux

Comptes spéciaux dotés de crédits :

Les **comptes d'affectation spéciale** retracent des opérations budgétaires financées au moyen de recettes particulières qui sont, par nature, en relation directe avec les dépenses concernées. Les crédits de ces comptes sont limitatifs.

Les **comptes de concours financiers** retracent les prêts et avances consentis par l'Etat. Un compte distinct est ouvert pour chaque débiteur ou catégorie de débiteurs. Les comptes de concours financiers sont dotés de crédits limitatifs, à l'exception du compte d'Accords monétaires internationaux et du compte de Prêts à des Etats étrangers.

Comptes spéciaux dotés d'autorisations de découverts :

Les évaluations de recettes et les prévisions de dépenses de ces comptes ont un caractère indicatif ; seul le découvert fixé pour chacun d'entre eux revêt un caractère limitatif.

Les **comptes de commerce** retracent des opérations de caractère industriel ou commercial effectuées à titre accessoire par des services de l'Etat non dotés de la personnalité morale.

Les **comptes d'opérations monétaires** retracent des recettes et des dépenses de caractère monétaire.

Correspondants du Trésor

Déposants de fonds au Trésor Public.

Crédits de paiement (CP)

Limite supérieure des dépenses pouvant être ordonnancées ou payées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations d'engagement.

Dépenses et recettes nettes

L'article 8 de la loi organique n° 2021-1836 du 28 décembre 2021 relative à la modernisation de la gestion des finances publiques vient compléter l'article 10 de la loi organique n° 2021-692 du 1^{er} août 2001 par l'alinéa ainsi rédigé « Les crédits relatifs aux remboursements, restitutions et dégrèvements des impositions de toutes natures revenant à l'Etat ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des recettes et la présentation du tableau d'équilibre prévue à l'article 34 ».

Les dépenses et recettes nettes correspondent ainsi aux dépenses budgétaires brutes et aux recettes fiscales brutes, minorées des remboursements et dégrèvements (R&D) d'impôts d'Etat (mission « R&D », programme 0200 « R&D d'impôts d'Etat »).

Dette financière de l'Etat

La dette financière de l'Etat (page 17) ne comprend pas les intérêts courus non échus, les intérêts constatés d'avance ainsi que les dettes rattachées à des participations, pour présenter un montant en accord avec la dette au sens de Maastricht.

Différences d'arrondis

La somme des arrondis n'étant pas égale à l'arrondi d'une somme, des écarts de montants peuvent apparaître entre les tableaux de synthèse et les tableaux de développement. Pour l'ensemble des tableaux, le montant présenté au regard de chaque ligne de détail correspond à la valeur arrondie la plus proche.

FMI : Fonds Monétaire International

Fonds de concours et attributions de produits

Fonds versés par des personnes morales ou physiques pour concourir à des dépenses d'intérêt public.

Mission

Une mission comprend un ensemble de programmes concourant à une politique publique définie. Seule une disposition de loi de finances d'initiative gouvernementale peut créer une mission. Elle peut être interministérielle. Elle constitue l'unité de vote des crédits. Les projets de loi de finances présentent les crédits en missions, détaillées en programmes, eux-mêmes composés d'actions. Les parlementaires peuvent notamment modifier la répartition des moyens entre programmes d'une même mission. Le montant global des crédits de la mission ne peut, en revanche, être accru par le Parlement.

Prélèvements sur recettes (PSR)

Prélèvements effectués sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités territoriales et de l'Union européenne.

Programme

Un programme regroupe les crédits destinés à mettre en œuvre une action ou un ensemble cohérent d'actions relevant d'un même ministère et auquel sont associés des objectifs précis, définis en fonction de finalités d'intérêt général, ainsi que des résultats attendus et faisant l'objet d'une évaluation. Unité de spécialité des crédits, il constitue le cadre de gestion opérationnelle des politiques de l'Etat. Le responsable d'un programme a la faculté d'utiliser librement les crédits au sein de l'enveloppe fixée par le Parlement, sans dépasser le montant prévu pour les dépenses de personnel et le plafond ministériel des autorisations d'emplois.

R&D : Remboursements et Dégrèvements

Il s'agit de dépenses venant en atténuation de recettes d'impôts d'Etat ou d'impôts locaux. Les remboursements concernent des trop versés d'impôts acquittés par versement spontané. Les dégrèvements sont calculés après l'émission initiale de l'impôt pour rectifier des erreurs ou à la suite de procédures contentieuses. Les restitutions d'impôts, les remises gracieuses et les admissions en non valeur sont également des dépenses venant en atténuation de recettes.

Solde budgétaire de l'exercice

Solde des opérations d'exécution des lois de finances initiale et rectificatives relatives au budget de l'année courante.

Titre

Le titre identifie une typologie de dépenses budgétaires de l'Etat.